



Tous droits réservés

DROIT PÉNAL

Séance 4 - L'infraction

I. L'élément légal.....	3
II- L'élément matériel.....	4
A) L'acte.....	4
1) Le fondement et définition.....	4
2) L'acte positif et négatif.....	4
a) L'infraction par action.....	5
b) L'infraction par omission.....	6
B) Les modes de réalisation de l'acte.....	7
1) Le nombre d'acte.....	7
2) La durée de l'agissement.....	8
C) Le résultat.....	8
1) L'indifférence de résultat.....	8
a) L'exigence du résultat pour l'infraction matérielle.....	9
b) L'indifférence du résultat pour l'infraction formelle.....	9
2) La tentative.....	10
a) L'infraction tentée.....	10
(i) Le commencement d'exécution.....	10
(ii) L'absence de désistement volontaire.....	11
c) Les notions d'infraction manquée et d'infraction impossible.....	11
III. L'élément moral.....	12
A) L'imputabilité.....	12
B) La culpabilité.....	12

1) La faute intentionnelle.....	13
a) Le dol général.....	13
(i) Connaissance de l'illégalité de l'acte	14
(ii) Une volonté d'enfreindre la norme pénale.....	14
b) Le dol spécial.....	14
c) Le dol indéterminé.....	16
2) La faute non intentionnelle	16
a) La faute d'imprudence.....	16
b) La faute d'imprudence qualifiée.....	18
c) La faute de mise en danger délibérée : le dol éventuel.....	19
(i) Le délit de mise en danger d'autrui.....	19
(ii) Le dol éventuel en tant que circonstance aggravante.....	20
d) La faute pénale et la faute civile d'imprudences.....	20
e) La faute contraventionnelle	21

I. L'élément légal



Attention : Les seuls éléments constitutifs de l'infraction sont l'élément matériel et moral. Mais il est indispensable que celle-ci repose sur une base légale.

Question : Que recouvre la condition tenant à l'élément légal de l'infraction ?

Conformément au principe de légalité criminelle, la première condition tient à la loi. L'infraction doit être définie par un texte en vigueur au jour de la commission de l'infraction.



À retenir : Le principe de légalité criminelle concerne aussi bien la définition de l'infraction que celle de la sanction.



Exemple : Un individu commet un vol, afin de caractériser l'infraction il conviendra de s'assurer que la définition du vol est prévue dans le Code pénal, ainsi que sa sanction.

Comme dit précédemment à la séance 1, c'est du principe de la légalité criminelle à l'égard du juge que découlent plusieurs obligations notamment :

- la prohibition de tout pouvoir créateur du juge
- l'obligation d'interpréter strictement la loi
- la nécessité de qualifier les faits pour le juge

Il incombe au magistrat de juger du caractère délictueux du comportement soumis.

II- L'élément matériel

L'acte

1) Le fondement et définition

Le fondement de cette condition est **l'article 111-3 du Code pénal** : « Nul ne peut être puni pour un crime ou pour un délit dont les éléments ne sont pas définis par la loi ou pour une contravention dont les éléments ne sont pas définis par le règlement ».



À retenir : L'élément matériel de l'infraction se résume dans le fait que, pour être punissable, un individu doit avoir accompli matériellement et concrètement ce qui est abstraitement prévu par la loi.

2) L'acte positif et négatif

Il existe deux types d'infractions :

- **L'infraction matérielle** : cette infraction nécessite qu'un résultat prévu légalement ait eu lieu.



Exemple : L'homicide volontaire suppose que le décès ait eu lieu, sinon, il conviendra de basculer sur une autre infraction comme des violences. Le résultat est la conséquence de l'acte interdit.

- **L'infraction formelle** : pour ce type d'infraction, aucun résultat n'est nécessaire à la consommation de l'infraction la seule réalisation des éléments incriminés suffit à ce que l'infraction soit commise et donc consommée par l'auteur.



Exemple : Une personne tente d'empoisonner une autre sans parvenir à la tuer. Or l'empoisonnement est prévu par **l'article 221-5 du Code pénal** qui dispose que « *le fait d'attenter à la vie d'autrui par l'emploi ou l'administration de substances de nature à entraîner la mort constitue un empoisonnement* ».

Dès lors, le simple emploi de substance de nature à entraîner la mort caractérise l'infraction. Il importe peu que la victime soit décédée ou blessée. L'empoisonnement est donc **une infraction formelle**.

En outre, il existe plusieurs moyens d'atteindre au résultat lorsque celui-ci est nécessaire :

a) a) L'infraction par action



Définition : L'infraction par action exige un acte positif illégal de la part du délinquant. Celui-ci doit accomplir les actes prévus par la loi.



Définition : L'infraction de commission : le délinquant fait ce que la loi interdit et parvient au résultat illicite. Il s'agit de la catégorie d'infractions la plus nourrie en droit français.



Exemple : Le vol est la soustraction frauduleuse de la chose d'autrui (**Art. 311-1 du Code pénal**). Par conséquent, pour que celui-ci soit constitué, le délinquant doit matériellement soustraire une chose qui ne lui appartient pas.

Le comportement positif peut se traduire par de multiples applications. Il dépend en outre, de la définition de l'infraction. Cela peut être le fait de réaliser l'acte entraînant le décès pour l'homicide, le fait d'enfreindre le secret professionnel lorsque cela est prohibé, etc.

b) L'infraction par omission



Définition : L'infraction par omission est celle par laquelle le délinquant atteint le résultat illicite en n'agissant pas, son abstention constitue donc une véritable infraction.

Il s'agit des infractions commises alors que la loi prescrit une obligation d'agir.

L'exemple typique est la non-assistance à personne en danger : la loi incombe d'agir et de porter secours à une personne en danger, et l'auteur de l'infraction s'est abstenu. Toutefois, le juge est assez réticent à réprimer ces infractions, car il est assez délicat d'en dégager le lien de causalité entre l'abstention d'un individu et le résultat matériel d'une infraction.



Exemple : Une personne assiste à une scène de noyade. La victime meurt, le spectateur qui est resté passif devra-t-il être considéré comme étant la cause du décès de l'individu noyé ?

Non, il n'est pas possible de considérer qu'il en est la cause principale, puisque sans ce passant, la personne se serait tout de même noyée. On punit alors le passant, car son abstention est "choquante", et qu'elle est contraire à la solidarité nationale. Ce choc de l'opinion constitue un véritable trouble à l'ordre public. Le droit pénal cherche donc à réprimer les abstentions "choquantes".

Traditionnellement, il existe deux sortes d'omissions :

- **les infractions d'omission pure et simple** : le délinquant ne fait pas ce que la loi impose (le non-paiement d'une amende de police par exemple).
- **la commission par omission** : l'individu n'a pas agi positivement. Par exemple, laisser mourir autrui. La question qui se posera au juge est celle de savoir si celui qui a laissé mourir sans pour autant avoir porté le coup meurtrier se rend coupable d'homicide. À cette question, le juge a considéré qu'il ne s'agissait pas d'un homicide, mais d'un autre délit.

B) La réalisation de l'acte

1) Le nombre d'actes



Définition : L'infraction est simple lorsqu'elle s'exécute par la concrétisation unique d'un acte matériel.



Exemple : Un coup de feu



Définition : L'infraction complexe se définit comme l'accomplissement de plusieurs actes matériels



Exemple : L'escroquerie



Attention : Lorsque la pluralité des actes de même nature est exigée, il s'agit d'une infraction habitude.



Exemple : Le recel



À retenir : L'infraction complexe et celle d'habitude peuvent être éclatées dans l'espace, dans ce cas plusieurs juridictions (nationales ou étrangères) vont être en concurrence.

2) La durée de l'agissement

Il existe différentes sortes d'infractions selon la nature de l'élément matériel :



Définition : L'infraction instantanée : elle se consomme en un trait de temps. L'acte exécuté peut avoir duré plusieurs heures, toutefois l'infraction restera instantanée.



Exemple : Le vol se commet en un trait de temps, lorsque l'auteur s'empare de la chose d'autrui afin de se l'approprier. Peu importe la durée du vol.



Définition : L'infraction continue ou successive : c'est l'infraction qui ne peut pas se consommer immédiatement. La commission suppose une certaine durée, soutenue par une intention coupable durable. La durée suppose le renouvellement.



Exemple : C'est le cas de la séquestration ou l'escroquerie.

Question : Quel est l'intérêt de la distinction ?

C'est le point de départ du délai de prescription. Le point de départ de l'infraction instantanée sera au jour de la commission du fait réprimé (le jour du vol), alors que pour l'infraction continue, il sera reporté au jour où cesse le comportement (la fin de l'escroquerie par exemple).

C) Le résultat

1) L'indifférence de résultat



Définition : Le résultat constitue la répercussion dommageable de l'infraction.

Il doit toujours être prévu par la loi.



À retenir :

Si le résultat est exigé, il s'agit d'une infraction matérielle

Si le résultat indiffère, c'est une infraction formelle

a) La nécessité du résultat pour l'infraction matérielle

Généralement les infractions sont qualifiées de matérielles puisqu'elles se réalisent par la survenance d'un résultat.

Depuis la **loi du 10 juillet 2000**, dite Fauchon, vers la redéfinition des **délits non intentionnels**, la personne indirectement à l'origine du dommage (autrement dit, en cas de **causalité indirecte**), échappe à toute responsabilité pénale s'il n'est pas établi :

- Dès lors qu'il n'y a pas de faute qualifiée (d'une gravité particulière) qui sera délibérée ou caractérisée
- En cas de faute simple

b) L'abandon du résultat pour l'infraction formelle



Attention : L'infraction formelle est consommée indépendamment du résultat qu'elle peut potentiellement atteindre. Autrement dit, la tentative est punie à titre principal.

L'infraction est ici consommée indépendamment de la survenance d'un résultat.

La tentative ne consiste pas en la consommation de l'infraction.

L'auteur d'une tentative est assimilé, au niveau de la répression pénale, à l'auteur d'une infraction

2) La tentative

Question : Que se passe-t-il lorsqu'un individu tente de commettre une infraction, mais ne parvient pas au résultat illicite ?



Définition : Ce cas de figure s'appelle la tentative : action coupable qui permet de concrétiser la réalisation d'une infraction, mais laquelle n'exécute pas la totalité de ses éléments constitutifs.



À retenir : La difficulté de la tentative trouve son fondement dans l'appréciation du moment qui va rendre la tentative punissable (**art. 121-4 du CP**).



À retenir :

En matière de crime la tentative est toujours punissable.

En matière de délit elle est punissable exclusivement lorsqu'elle est prévue par une loi ou texte législatif

En matière de contravention, il semble qu'elle soit exclue.

a) L'infraction tentée

Le Code pénal la définit comme étant constituée « *dès lors que, manifestée par un commencement d'exécution, elle n'a été suspendue ou n'a manqué son effet qu'en raison de circonstances indépendantes de la volonté de son auteur* ». (**Art 121-5 CP**).

(i) Le commencement d'exécution

La Cour de cassation a considéré, dans un arrêt désormais bien connu (**affaire Lacour de 1962**), que **l'acte doit avoir pour "conséquence directe et immédiate la consommation de l'infraction"**. En l'espèce, le fait de remettre de l'argent à un individu en charge de tuer une victime désignée, n'avait pas pour conséquence directe et immédiate » la consommation de l'infraction. Autrement dit, le candidat tueur à gages n'ayant pas honoré son contrat, le payeur ne pouvait être reconnu coupable d'aucune infraction.

(ii) *L'absence de désistement volontaire*

L'**article 121-5 du Code pénal** dispose que la tentative ne peut pas se constituer dès lors que « *des circonstances indépendantes de la volonté de son auteur* » ont empêché le commencement de l'exécution de l'infraction. Donc **le désistement doit être volontaire ainsi qu'antérieur à la consommation de l'infraction**.



Exemple : Un individu qui commet un vol dans un supermarché, et qui déclenche l'alarme à la sortie et se fait arrêter n'a pas eu de désistement volontaire. L'acte a seulement manqué son effet, des circonstances indépendantes de la volonté de l'auteur ont empêché le résultat qu'il espérait.



À retenir : Il faut qu'aucun élément extérieur n'influe sur la décision de l'agent. Il doit de lui-même (et pas par peur, contrainte, etc.) renoncer à commettre l'infraction.

(iii) Les notions d'infraction manquée et d'infraction impossible



Définition : L'infraction impossible est celle qui correspond à la situation dans laquelle l'infraction ne pouvait aboutir.

Exemple : Le pickpocket qui tente de faire une poche qui est vide.



De même dans l'**affaire Perderau**, en l'espèce il a été jugé en 1986 « qu'il n'importe, pour que soit caractérisée la tentative d'homicide volontaire, que la victime fût déjà décédée, cette circonstance étant indépendante de la volonté de l'auteur ». Un individu a tenté de tuer un autre, qui était déjà décédé sans qu'il le sache. Il est donc possible de commettre un homicide volontaire sur un cadavre selon la Cour de cassation.



Définition : L'infraction manquée, lorsque des circonstances indépendantes de l'auteur ont empêché le résultat.

Le résultat n'est pas atteint, mais les actes constitutifs de l'infraction ont été accomplis.

III. L'élément moral

L'**élément moral ou intentionnel** est la troisième condition essentielle à la caractérisation de l'infraction. Il a deux composantes :

A) L'imputabilité



Définition : L'imputabilité correspond à la conscience de l'auteur et le libre arbitre de celui-ci.

C'est l'hypothèse du dément, qui n'a pas conscience de ses actes. Il ne sera alors pas possible de lui imputer au stade de l'élément moral. L'infraction peut être matériellement commise, mais non imputable à son auteur.

On dit alors que l'acte n'est pas personnellement imputable à son auteur.

B) La culpabilité

« Il n'y a point de crime ou délit sans intention de le commettre.

Toutefois, lorsque la loi le prévoit, il y a délit en cas de mise en danger délibérée de la personne d'autrui.

Il y a également délit, lorsque la loi le prévoit, en cas de faute d'imprudence, de négligence ou de manquement à une obligation de prudence ou de sécurité prévue par la loi ou règlement, s'il est établi que l'auteur des faits n'a pas accompli les diligences normales compte tenu, le cas échéant, de la nature de ses missions ou de ses fonctions, de ses compétences ainsi que du pouvoir et des moyens dont il disposait.

Dans le cas prévu par l'alinéa qui précède, les personnes physiques qui n'ont pas causé directement le dommage, mais qui ont créé ou contribué à créer la situation qui a permis la réalisation du dommage ou qui n'ont pas pris les mesures permettant de l'éviter, sont responsables pénalement s'il est établi qu'elles ont, soit violé de façon manifestement délibérée une obligation particulière de prudence ou de sécurité prévue par la loi ou le règlement, soit commis une faute caractérisée et qui exposait autrui à un risque d'une particulière gravité qu'elles ne pouvaient ignorer.

Il n'y a point de contravention en cas de force majeure ». (**art. 121-3 CP**).

1) La faute intentionnelle



À retenir : La faute intentionnelle c'est la volonté coupable donc le dol.

c) a) Le dol général



Définition : Le dol se définit comme la volonté de transgresser la norme en connaissance de cause.

Deux caractères :

- La connaissance de l'illégalité de l'acte
- La volonté de commettre un acte

(i) Connaissance de l'illégalité de l'acte

- une connaissance de la norme pénale : selon l'adage « *nemo tenetur ignorare legem* » ou « *nul n'est censé ignorer la loi* », il existe en droit pénal **une présomption universelle**. Cette présomption n'est pas absolue et il est possible de la combattre en invoquant l'erreur.
- Une connaissance des faits :



Exemple : L'auteur doit avoir connaissance de l'état de vulnérabilité pour caractériser l'infraction d'abus de faiblesse (Art. 223-15-2 CP ; Cass, crim. 26 mai 2009).

(ii) Une volonté d'enfreindre la norme pénale

Autrement dit, il doit y avoir :

- Un acte volontaire d'exercer une action ou une omission c'est-à-dire la volonté d'adopter le comportement répréhensible.
- Une volonté d'atteindre le résultat pénal



Attention : Il y a une indifférence du principe aux mobiles.

b) Le dol spécial



Définition : Le dol spécial caractérise les infractions dans lesquelles la volonté est dirigée dans la réalisation d'un but précis.

Le dol spécial s'intègre dans la définition de l'incrimination et doit être constaté par le juge.



Exemple : Homicide exige un dol général (transgression de la norme en connaissance de cause) et un dol spécial (*l'animus necandi*, c'est-à-dire la volonté de vouloir donner la mort à autrui)

c) Le dol aggravé



Définition : Le dol aggravé révèle une intention préméditée.



Exemple : C'est la différence entre le meurtre et assassinat.

d) Le dol dépassé



Définition : C'est le cas où le résultat de l'infraction dépasse les intentions de l'auteur.



Exemple : Une personne qui a porté un coup de couteau en voulant seulement blesser, et aura finalement tué l'individu. Ce qui sera pris en compte pour la qualification est le résultat et non l'intention. L'infraction sera alors un homicide volontaire.



À retenir : *A contrario*, si l'auteur cherchait à tuer et qu'il ne fait que blesser, c'est toujours le résultat qui prime et l'infraction sera qualifiée de violences volontaires et non homicide.

e) Le dol indéterminé



Définition : C'est l'hypothèse pour laquelle un délinquant a souhaité un acte, en a cherché le résultat, mais n'a pas mesuré les conséquences précises de cet acte.

En matière de violences, le résultat dépend de la force des coups et de leur localisation. De cela, il sera déduit une qualification.

2) *La faute non intentionnelle*

Il s'agit uniquement des délits ou des contraventions.

Il est nécessaire d'avoir un texte qui prévoit le caractère non intentionnel.



Attention : La faute non intentionnelle peut être une omission.

Le dommage représente un élément constitutif de l'infraction non intentionnelle.

a) La faute d'imprudence et de négligence



Définition : C'est « l'imprudence, la négligence, ou le manquement à une obligation de sécurité ou de prudence imposée par la loi ou le règlement » (**Art. 121-3 al.2 CP**).

Celui qui commet une faute d'imprudence n'a pas voulu causer de dommage à autrui, celui-ci arrive parce que la personne n'a pas été prévoyante ou consciente.



Attention : Si la conséquence du comportement de la personne n'est pas voulue, en revanche le comportement à l'origine du dommage

est volontaire.



Exemple : Une personne roule plus vite que la vitesse autorisée sur l'autoroute et elle crée un accident.

Les juges apprécient la faute de manière *in concreto* (**Art. 121-3 du CP**)

L'**article 121-3 du Code pénal** indique que

« lorsque la loi le prévoit, il y a délit en cas de mise en danger délibérée de la personne d'autrui.

Il y a également délit, lorsque la loi le prévoit, en cas de faute d'imprudence, de négligence ou de manquement à une obligation de prudence ou de sécurité prévue par la loi ou le règlement, s'il est établi que l'auteur des faits n'a pas accompli les diligences normales compte tenu, le cas échéant, de la nature de ses missions ou de ses fonctions, de ses compétences ainsi que du pouvoir et des moyens dont il disposait.

Dans le cas prévu par l'alinéa qui précède, les personnes physiques qui n'ont pas causé directement le dommage, mais qui ont créé ou contribué à créer la situation qui a permis la réalisation du dommage ou qui n'ont pas pris les mesures permettant de l'éviter, sont responsables pénalement s'il est établi qu'elles ont, soit violé de façon manifestement délibérée une obligation particulière de prudence ou de sécurité prévue par la loi ou le règlement, soit commis une faute caractérisée et qui exposait autrui à un risque d'une particulière gravité qu'elles ne pouvaient ignorer.

Il n'y a point de contravention en cas de force majeure ».



À retenir : On retrouve l'hypothèse du lien de causalité direct et du lien indirect entre la faute et le dommage.

b) La faute d'imprudence qualifiée

Si le lien de causalité est indirect, l'auteur de la faute ordinaire échappe à la répression, mais la faute d'imprudence est qualifiée.



Définition : La faute d'imprudence est la violation délibérée d'une obligation particulière de prudence ou de sécurité prévue par la loi ou le règlement, c'est-à-dire une faute qui exposait autrui à un risque d'une particulière gravité que l'intéressé ne pouvait ignorer (**Art. 121-3 al.4 CP**).

- Violation manifestement délibérée d'une obligation particulière de sécurité ou de prudence prévue par la loi ou le règlement.

Donc il faut que la volonté délibérée viole une norme.

- La faute caractérisée qui expose autrui à un risque d'une particulière gravité que la personne ne peut pas ignorer.

Donc, cette faute est plus grande que la faute ordinaire d'imprudence, mais moins grave que la faute de mise en danger. Que ce soit par un acte positif ou une abstention. L'appréciation se fait *in concreto*.



Attention : Les décideurs publics et privés peuvent voir leur responsabilité engagée que pour les fautes qualifiées, en raison de leurs fonctions (**Cass. crim. 12 septembre 2000**).

Pour engager la responsabilité pénale en cas de faute d'imprudence qualifiée : il faut opérer une distinction entre la causalité directe et indirecte.



Définition : La cause indirecte se définit lorsqu'une personne « sans avoir elle-même directement causé le dommage, soit a créé ou contribué à créer la situation qui a permis la réalisation du dommage, soit n'a pas

pris les mesures permettant de l'éviter ». (**Art. 121-3 CP**).



Exemple : Les insuffisances d'investissement les défaillances de contrôles sont considérées comme la cause indirecte des dommages.



Définition : L'auteur indirect correspond à la personne qui n'a pas causé directement le dommage, mais laquelle a joué un rôle essentiel dans la réalisation de celui-ci.

c) La faute de mise en danger délibérée : le dol éventuel



Définition : Elle se définit comme une faute intermédiaire entre l'intention et la non-intention.



À retenir : Il n'y a aucune volonté de porter atteinte à autrui, mais par la violation manifeste d'une obligation particulière, la personne expose autrui à un danger.

Le dol éventuel lequel se trouve à l'**article 121-2 du Code pénal**, constitue :

- Soit une infraction autonome de mise en danger d'autrui (**Art. 223-1 du CP**)
- Soit se perçoit comme une circonstance aggravante des infractions de blessures ou d'homicide par imprudence.

(i) *Le délit de mise en danger d'autrui*

L'article 223-1 du Code pénal incrimine

« Le fait d'exposer directement autrui à un risque immédiat de mort ou de blessures de nature à entraîner une mutilation ou une infirmité permanente par la violation manifestement délibérée d'une

obligation particulière de prudence ou de sécurité imposée par la loi ou le règlement »

Peine : un an d'emprisonnement et 150 000 euros d'amende.

L'infraction est constituée : en l'absence de tout dommage. En cas de survenance d'un dommage, cette infraction ne pourra être retenue.

On sanctionne la simple exposition d'autrui à un risque.

Elle suppose :

- la violation d'une obligation légale ou réglementaire.
- une obligation particulière de prudence ou de sécurité
- une exposition directe d'autrui à un risque immédiat de mort ou de blessures graves.

(ii) Le dol éventuel en tant que circonstance aggravante

Les peines encourues pour les infractions non intentionnelles sont aggravées dans l'hypothèse de la faute de mise en danger délibérée.

L'aggravation concerne l'homicide involontaire et les blessures involontaires.

Il est aussi prévu pour la destruction involontaire d'un bien mettant en danger les personnes (**Art. 322-5 CP**).

d) La faute pénale et la faute civile d'imprudence

Depuis **la loi Fauchon, du 10 juillet 2000**, la faute civile d'imprudence engage toujours la responsabilité civile du prévenu coupable, mais elle n'engage pas, à l'inverse, toujours la responsabilité pénale.

Le juge civil peut déclarer responsable une personne physique, à la suite de son imprudence sur le fondement de l'article **1240 du Code civil** alors que pour les

mêmes faits le juge pénal a relaxé le même individu au titre de l'infraction involontaire.

e) La faute contraventionnelle

L'élément moral est présumé, en matière de contravention. Seule la preuve d'un cas de force majeure peut permettre une exonération de la responsabilité pénale.



Définition :
irrésistible.

La force majeure est l'évènement imprévisible et